

Questions orales

À nouveau aujourd'hui, on pouvait lire ce qui suit dans un article de fond du *Globe and Mail*: «L'un des éléments les plus perturbateurs de ces dernières années est le mal causé au secteur privé par les emprunts massifs faits à l'étranger par les gouvernements provinciaux et leurs organismes, ce qui a poussé le dollar à des niveaux insoutenables, détruisant de nombreux emplois.»

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Madame la Présidente, les Ontariens ont un gouvernement incompétent à Queen's Park et un gouvernement fainéant à Ottawa. Que peuvent-ils faire?

L'Ontario a toujours été l'étincelle qui faisait démarrer le moteur de l'économie canadienne, et on la laisse s'éteindre de manière irresponsable. Le gouvernement est peut-être prêt à rayer l'Ontario de la carte politique, mais, dans l'intérêt de l'économie du pays, quand agira-t-il de façon responsable et tentera-t-il sérieusement de stimuler le secteur économique de l'Ontario?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, nous tentons désespérément de compenser les politiques destructrices et perturbatrices du gouvernement ontarien. Mais le problème va bien au-delà du présent gouvernement néo-démocrate; les dépenses de cette province, qui sont à la source de sa dette excessive et du problème de dette extérieure dont je parlais un peu plus tôt, augmentent à un rythme d'environ 10,5 p. 100 par année depuis 1984 tandis que, durant la même période, les dépenses fédérales se sont accrues de seulement 4 p. 100 par année.

Voilà ce qui fait grimper notre dette internationale et ce qui exerce une pression sur les taux d'intérêt ainsi que sur le dollar. Le député devrait savoir cela. Nous avons pris des mesures pour stimuler le secteur manufacturier et celui de la transformation. Nous réduisons les impôts, nous ne les augmentons pas.

Mme le vice-président: Nous essaierons de recevoir quelques questions encore.

* * *

LA SOMALIE

Mme Christine Stewart (Northumberland): Madame la Présidente, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a approuvé le déclenchement d'une opération militaire commandée par les Américains en Somalie afin d'assurer l'acheminement de l'aide aux centaines de milliers de Somaliens victimes de la faim et de la terreur semée par les bandits de clans rivaux.

Nous sommes heureux de constater que des besoins purement humanitaires commandent une telle action. Le Canada doit participer à cette opération, et les Canadiens veulent savoir quelle est la recommandation du gouvernement au Parlement.

Le gouvernement peut-il nous assurer qu'il tiendra un débat parlementaire d'urgence pour discuter de la nature de la participation canadienne avant qu'une décision finale ne soit prise à cet égard?

• (1200)

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame la Présidente, il ne fait aucun doute que la résolution adoptée hier par le Conseil de sécurité est sérieuse. Le gouvernement canadien a reçu une demande de participation, et nous ferons sous peu une annonce à ce sujet.

L'annonce reflétera évidemment la décision du gouvernement. Je sais que les leaders à la Chambre discuteront de l'opportunité d'attribuer du temps pour permettre au Parlement de discuter des conséquences de la décision. Quoi qu'il en soit, la décision sera annoncée prochainement.

* * *

LES LOGEMENTS POUR AUTOCHTONES

M. Robert E. Skelly (Comox-Alberni): Madame la Présidente, l'an dernier le vérificateur général avait indiqué que les logements pour autochtones étaient en grande partie surpeuplés et inadéquats. Comme nous le savons, ces conditions engendrent de graves problèmes de santé, des problèmes sociaux, des maladies, la violence conjugale, les abus sexuels, l'alcoolisme et des suicides, autant de problèmes à la solution desquels le gouvernement consacre des centaines de millions de dollars.

Ma question au ministre des Finances est la suivante: Pourquoi le ministre n'a-t-il pas prévu, dans son exposé économique, des fonds pour l'amélioration des logements autochtones alors qu'il sait que la construction résidentielle est la forme d'investissement de fonds publics qui requiert le plus de main-d'oeuvre? Cela aurait permis de créer des emplois dans les collectivités autochtones, où le chômage est extrêmement élevé; l'accès à des logements plus adéquats permettrait de réduire les problèmes sociaux qui grèvent les budgets de l'aide sociale et de la santé et, par voie de conséquence, le déficit s'en trouverait réduit.